

Arrêté de non opposition avec prescriptions à une déclaration préalable

COMMUNE DE
MOREAC

DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Arrêté n° 2025-505

DOSSIER N° DP 56140 25 00059

Déposé le : 04/09/2025

Affiché le : 04/09/2025

Demandeur SAS MARCADE représentée par
Monsieur GUENIOT Mickael

Demeurant 26 Rue des Autrais, Route de
Brignac
56490 EVRIGUET

**Nature des
travaux** Coupe et abattage d'arbres

**Sur un
terrain sis** KERAUDREN
56500 MOREAC
cadastré XZ32

SURFACE DE PLANCHER

Existante : 0 m²

Créée : 0 m²

Démolie : 0 m²

Le Maire,

Vu la demande de déclaration préalable susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles R423-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 16/09/2016, modifié les 15/09/2017, 28/09/2018, 12/02/2021 et le 15/12/2022 ;

Vu le règlement de la zone Aa du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la DDTM 56 - service Biodiversité en date du 16 septembre 2025 ;

ARRETE

Article 1 : Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2 :

Article 2 : Conformément à l'avis de la DDTM 56, le présent arrêté est assorti des prescriptions suivantes :

- Exploitation sur sol sec, ressuyé et portant pour les engins d'exploitation ;
- Utilisation de cloisonnements d'exploitation ;
- Remise en état des chemins d'accès à la fin du chantier ;
- Traitement approprié des rémanents de coupe (démembrement des houppiers) ;
- Récolte des feuillus dans l'emprise de la coupe rase ;
- Conservation du taillis de châtaignier en dehors de la zone de coupe rase ;
- Reconstitution d'un couvert forestier dans les 5 premières années suivant la coupe d'après les méthodes suivantes : par régénération naturelle, semis en ligne (3 à 5 kg/ha) ou par plantation (1 100 à 1 400 plants/ha) ;
- Entretien du reboisement dans les 5 premières années de manière à assurer une densité allant de 900 à 1400 tiges/ha répartis de façon homogène sur les parcelles et dont l'avenir n'est pas remis en cause par la végétation concurrente et les dégâts de gibier ;

Certifié transmis ce jour au Préfet,
Le 19 septembre 2025

Fait à MOREAC
Le 19 septembre 2025



Le Maire
Pascal ROSELIER

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à votre égard.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.